

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session

Rome, 19-20 avril 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE

DONS AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL

DESTINÉS À DES

CENTRES INTERNATIONAUX BÉNÉFICIAINT DU SOUTIEN DU GCRAI

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	ii
PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION	1
DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	3
ANNEXES	
I. CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES AGRICOLES DANS LES RÉGIONS SÈCHES: PROGRAMME DE REPRISE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE DES FEMMES DANS LES ZONES MARGINALES D'AFGHANISTAN ET DU PAKISTAN EN PÉRIODE POST-CONFLIT	5
II. INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES: PROGRAMME D'APPUI À L'ÉLABORATION DE DOCUMENTS DE STRATÉGIE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	15
III. INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BÉTAIL: PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES ÉLEVEURS PAUVRES PAR L'UTILISATION ACCRUE DU FOURRAGE	24

SIGLES ET ACRONYMES

DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ILRI	Institut international de recherche sur le bétail
OTIP	Options techniques, institutionnelles et politiques
PPTTE	Pays pauvres très endettés
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
NARS	Systèmes nationaux de recherche agricole

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE DONS
AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL
DESTINÉS À DES CENTRES INTERNATIONAUX BÉNÉFICIAIRES
DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant des propositions de dons en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, d'un montant de 3 180 000 USD.

PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui à des programmes de recherche et de formation menés par trois centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI): le Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), et l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI).

2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe du présent rapport:

- I. ICARDA: Programme de reprise de l'activité agricole des femmes dans les zones marginales d'Afghanistan et du Pakistan en période post-conflit;
- II. IFPRI: Programme d'appui à l'élaboration de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre; et
- III. ILRI: Programme d'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pauvres par l'utilisation accrue du fourrage.

3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.

4. Les objectifs stratégiques essentiels qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:

- a) promouvoir la recherche sur les méthodes novatrices et les choix technologiques novateurs et axés sur les besoins des pauvres en vue d'augmenter l'impact sur le terrain;
- b) renforcer les capacités des institutions partenaires en faveur des pauvres, y compris les organisations communautaires et les organisations non gouvernementales (ONG).

5. Découlant de ces deux objectifs essentiels, les objectifs spécifiques de l'appui que le FIDA apporte sous forme de dons concernent: a) les stratégies adoptées par les groupes cibles du FIDA pour assurer leur sécurité alimentaire, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies reposant sur les systèmes de savoirs traditionnels qui prennent en compte la problématique hommes-femmes et sont de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en stabilisant la production, en accroissant la productivité et en éliminant les entraves à la production; c) l'accès aux moyens de production (terre et eau; services financiers; main-d'œuvre et technologie, y compris les technologies

autochtones) et la gestion durable et productive de ces ressources; d) l'adoption de politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; et e) l'établissement d'un cadre institutionnel et organisationnel au sein duquel les entités formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales dispensent des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le FIDA entend également élaborer des approches de la réduction de la pauvreté rurale fondées sur les filières de produits. Enfin, l'établissement d'un réseau structuré destiné à recueillir et diffuser les savoirs doit aider le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires de développement et à démultiplier les effets de son programme de recherche et de formation agricoles.

6. Les dons proposés dans le présent document répondent aux objectifs stratégiques exposés ci-dessus. Le programme de reprise de l'activité agricole des femmes dans les zones marginales d'Afghanistan et du Pakistan en période post-conflit répond aux objectifs spécifiques a), b), c) et e). S'agissant de l'objectif a), le programme s'emploiera à améliorer la capacité du groupe cible à résister à l'insécurité alimentaire, aux risques et à la vulnérabilité en développant les compétences des femmes rurales dans des régions marginales qui sortent d'un conflit, moyennant l'accès aux connaissances utiles à l'élevage de chèvres laitières et leur application. En ce qui concerne les objectifs b) et c), dans le cadre de travaux communautaires de recherche-action participative prenant en compte la problématique hommes-femmes, ce programme s'appuiera sur les savoirs traditionnels locaux pour améliorer la productivité des petits ruminants et augmenter la valeur de la production. Il mettra des techniques améliorées de production caprine laitière à la portée des paysannes pauvres et développera leur accès aux marchés. Pour répondre à l'objectif e), il apportera un appui aux organisations nationales en vue d'organiser un dispositif de planification et de mise en œuvre mieux adapté aux besoins des femmes rurales en favorisant le changement organisationnel.

7. Le programme d'appui à l'élaboration de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre répond au second des objectifs stratégiques de la politique en matière de dons exposés au paragraphe 4 ci-dessus, puisqu'il appuie des processus visant à accorder toute sa place au monde rural dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et à tenir compte des intérêts et des besoins des ruraux pauvres. Ce programme correspond également aux objectifs spécifiques d) et e) exposés au paragraphe 5 ci-dessus puisqu'il entend favoriser la concertation entre les différentes parties prenantes, y compris les ruraux pauvres, et encourager les investissements et les choix budgétaires correspondant aux besoins des ruraux pauvres dans le cadre des DSRP.

8. Le programme d'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pauvres par l'utilisation accrue du fourrage répond aux deux objectifs stratégiques de la politique de dons exposés ci-dessus au paragraphe 4. S'agissant des objectifs spécifiques, les activités de recherche-action réalisées dans le cadre de ce programme devraient permettre de mettre au point des techniques innovantes faisant appel au fourrage, lesquelles contribueront à améliorer la sécurité alimentaire du cheptel des petits paysans. Dans le cadre de ce programme, on commencera par tester et valider ces techniques dans trois pays dont les caractéristiques se prêtent à la réalisation des objectifs a), b) et c) énoncés au paragraphe 5 ci-dessus, afin de préparer l'éventuelle extension de leur application à d'autres régions en développement dont la situation est analogue.

DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

9. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de reprise de l'activité agricole des femmes dans les zones marginales d'Afghanistan et du Pakistan en période post-conflit, fera un don ne dépassant pas un million quatre-vingt mille dollars des États-Unis (1 080 000 USD) au Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'appui à l'élaboration de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre, fera un don ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pauvres par l'utilisation accrue du fourrage, fera un don ne dépassant pas un million six cent mille dollars des États-Unis (1 600 000 USD) à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES AGRICOLES DANS LES RÉGIONS SÈCHES:
PROGRAMME DE REPRISE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE DES FEMMES DANS LES ZONES
MARGINALES D'AFGHANISTAN ET DU PAKISTAN EN PÉRIODE POST-CONFLIT**

I. CONTEXTE

1. En Afghanistan et au Pakistan, les principaux problèmes auxquels sont confrontées les régions marginales qui sortent d'un conflit demeurent l'omniprésence de la pauvreté et l'ampleur des inégalités. Dans ces régions, les déplacements de populations ont entraîné une dégradation des ressources naturelles et mis à mal les activités économiques qui font vivre les communautés. La persistance de la sécheresse a encore aggravé l'appauvrissement des ressources, entraînant une grave pénurie d'eau, des pertes pour les éleveurs et de très mauvaises récoltes. Cette situation a amplifié l'insécurité alimentaire, les risques et la vulnérabilité des groupes défavorisés, en particulier pour les femmes des campagnes; l'une des principales caractéristiques des régions marginales qui sortent d'un conflit est l'accroissement du nombre de ménages dirigés par des femmes qui disposent de compétences restreintes et de possibilités de gagner leur vie limitées.

2. Pour inverser cette tendance, il faut renforcer l'autonomie des communautés et des groupes vulnérables en faisant appel à des connaissances agricoles utiles aux pauvres obtenues dans le cadre de travaux de recherche axés sur la demande, grâce auxquels il est possible de réduire les risques et de renforcer les capacités de ces populations à faire face aux difficultés et leur aptitude à restaurer les ressources naturelles et les moyens de subsistance indispensables. Toutefois, en pratique, les systèmes de recherche et développement sont loin de répondre aux besoins et aux demandes de ces groupes vulnérables, en particulier les petites agricultrices, pour les deux raisons suivantes: premièrement, ils ne sont pas en mesure d'accorder une attention suffisante à la problématique hommes-femmes dans les travaux de recherche, et deuxièmement les innovations sont essentiellement axées sur l'offre, ce qui les empêche de prendre en compte une situation sociale et un environnement complexes.

II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA

3. Le programme proposé, qui vise à renforcer l'autonomie des femmes sur le plan économique, s'appuie sur les expériences réalisées par l'ICARDA dans le domaine de la recherche pour le développement, en particulier lorsque celle-ci repose sur la participation effective des ménages ruraux. Dans le cadre de ce programme, une stratégie de recherche adaptative communautaire et de mise en commun participative des connaissances axée sur les **options techniques, institutionnelles et politiques (OTIP)** sera mise au point afin d'améliorer et de diversifier les revenus des ménages, moyennant notamment l'accroissement de la productivité des petits ruminants et de la valeur de leur production, accompagné d'une action de sensibilisation et de renforcement des compétences. Ce programme s'appuiera également sur l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans plusieurs provinces de l'Afghanistan et du Pakistan dans deux domaines: l'élaboration de filières laitières destinées aux petits éleveurs ruraux, notamment les femmes, et le soutien de l'aviculture et des plans de santé animale, au bénéfice des femmes des

campagnes¹. Ces activités ont eu un impact non négligeable sur les moyens de subsistance des femmes pauvres, puisqu'elles ont permis d'augmenter les revenus des ménages, d'améliorer la sécurité alimentaire et l'estime de soi et de développer le rôle des femmes au sein des communautés.

4. Selon une étude des DSRP récemment réalisée par la division Asie et Pacifique du FIDA, une majorité de pays inscrivent en tête des priorités les mesures concernant l'élevage et les progrès techniques dans ce secteur. En Afghanistan comme au Pakistan, une part importante de la population rurale vit de l'élevage. Par ailleurs, les conflits ont laissé des traces; ainsi le nombre de ménages dirigés par une femme est plus élevé, et la population féminine déplacée est plus vulnérable. Or, dans les régions qui sortent d'un conflit, les femmes jouent un rôle prépondérant dans la subsistance de la famille, et le principal moyen d'existence est l'élevage (en particulier de petits ruminants), qui met à rude épreuve les ressources naturelles fragiles.

5. Bien que le FIDA n'ait actuellement pas de projet en cours en Afghanistan, l'inclusion de ce pays aux côtés du Pakistan se justifie par la nécessité d'agir en faveur de l'autonomie et de la sécurité alimentaire des femmes dans une région qui présente une unité géographique et culturelle et où les femmes sont à la merci de l'éloignement, de la dégradation des ressources et de la marginalisation. En Afghanistan et dans les régions frontalières du Pakistan, les femmes déplacées ont en commun les problèmes et la vulnérabilité qui caractérisent les communautés victimes de guerres.

6. Ce programme est conforme aux objectifs définis par la politique de dons du FIDA car il est **innovant** et préconise une approche communautaire participative impulsée par la demande afin d'utiliser les techniques existantes et de s'appuyer sur les savoirs locaux pour favoriser l'amélioration de la production caprine laitière. Ce programme fera également une large place au **renforcement des capacités**.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

7. La finalité du programme consiste à améliorer les compétences et les connaissances des femmes rurales qui vivent dans des régions marginales en proie à des conflits ou qui sortent d'un conflit, en favorisant une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles pour l'élevage caprin laitier, en développant la transformation et la commercialisation des produits non consommés par le ménage, et en facilitant l'accès aux OTIP et leur adoption. Pour atteindre cet objectif, le programme fera appel aux travaux de recherche-action menés dans le cadre d'une démarche participative prenant en compte la problématique hommes-femmes, ainsi qu'au renforcement institutionnel des organismes de recherche et développement afin de les mettre mieux à même de répondre aux besoins des femmes des campagnes.

8. Ce programme sera axé sur des travaux de recherche-action privilégiant l'obtention d'un impact dans le cadre d'une **approche participative** reposant sur la participation directe des femmes et leur autonomisation, en reconnaissant la valeur de leurs savoirs locaux traditionnels et en leur faisant

¹ La FAO s'est forgée une expérience riche d'enseignements dans le cadre d'activités visant à améliorer la production animale en Afghanistan. À titre d'exemple, on peut citer le projet de la FAO visant à développer les filières laitières en Afghanistan ("Development of Integrated Dairy Schemes in Afghanistan"), dans le cadre duquel 2 000 femmes rurales bénéficient d'une formation assurée par des vulgarisatrices. Dans le même ordre d'idées, il faut mentionner l'enquête portant sur 2 900 femmes réalisée dans le cadre du projet de la FAO visant à former les familles rurales et les techniciens en vue de distribuer des kits de production animale et de soins vétérinaires efficaces ("Training of rural families and technical staff to extend proven animal health and livestock production packages"). Il faut également citer l'exemple d'un projet financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) visant à mettre en œuvre et adapter la formule de développement de l'aviculture villageoise, qui comporte notamment la constitution de 750 groupes d'aviculteurs et la formation de plus de 28 000 femmes rurales aux techniques avicoles améliorées dans 30 districts des provinces de Ghazni, Baghlan, Kunduz, Nangarhar, Parwan, Herat et Bamyân. À l'heure actuelle, 18 635 femmes environ ont déjà bénéficié de cette formation.

prendre conscience qu'elles peuvent contribuer à leur propre développement. Les travaux de recherche ont pour objet de tirer les enseignements des processus d'apprentissage et de changement qui accompagnent les démarches visant à généraliser les approches participatives prenant en compte la problématique hommes-femmes et de les faire connaître, afin d'aider les femmes pauvres des campagnes à sortir de la pauvreté moyennant: a) une gestion plus rationnelle de leur cheptel; b) la possibilité d'accéder aux techniques améliorées, aux services, aux intrants et aux marchés; et c) la possibilité d'avoir réellement leur mot à dire dans les processus de prise de décisions qui ont un effet sur leurs moyens de subsistance.

9. Différentes sources seront exploitées pour recenser les connaissances validées en matière d'élevage et d'alimentation des caprins, de soins vétérinaires, d'élevage des chevreaux et de traitement et de commercialisation du lait, en faisant notamment appel aux résultats des travaux de recherche menés aux échelons national ou international, ainsi qu'aux pratiques déjà en usage en Afghanistan et au Pakistan. Le programme testera deux méthodes de diffusion des savoirs: une **approche impulsée fondée sur l'offre** et une **approche impulsée par la demande**.

10. On testera les nouvelles techniques intéressantes dans le cadre d'un réseau de sites de recherche adaptative à assise communautaire au sein duquel les chercheurs des deux pays travailleront en étroite interaction avec les paysans et feront appel à des outils de recherche participative. Les techniques existantes seront recensées, évaluées et adaptées en vue de les diffuser plus largement en formant des paysannes et des agents locaux de vulgarisation dans les sites de recherche.

11. Dans le cadre de ce programme, un volet sera également consacré à l'analyse des facteurs environnementaux, écologiques et socioéconomiques (situation des femmes) qui ont une incidence sur l'adoption des nouvelles OTIP, afin d'assurer l'efficacité des messages et des méthodes de diffusion. Enfin, on étudiera dans quelle mesure les partenariats avec le secteur public et le secteur privé sont susceptibles de contribuer efficacement à une diffusion équitable et utile auprès des femmes des régions les plus reculées et les plus vulnérables qui constituent le groupe cible.

12. **Principales activités relevant du programme:** on fera appel à une approche participative pour recenser, tester et diffuser les OTIP prometteuses et profitables pour la production de chèvres laitières dans le cadre d'un réseau communautaire de recherche adaptative. Préalablement à la mise en œuvre, un atelier de planification réunissant les parties prenantes des deux pays sera organisé afin de solliciter leur participation à la conception des principales composantes du programme. Ensuite, des ateliers par pays se réuniront pour mettre au point des programmes de travail spécifiques et établir des contacts avec les communautés. Des évaluations participatives rapides des petits producteurs, des marchés et des institutions locales seront réalisées pour obtenir des informations de référence, analyser les principaux obstacles qui limitent actuellement la production, la collecte, le traitement et la commercialisation du lait, étudier les débouchés et déterminer les options technologiques qui se prêtent le mieux à l'expérimentation au sein des communautés. Les **réseaux communautaires d'apprentissage et de partage des savoirs** serviront à tester ces options auprès de groupes de femmes en faisant appel à plusieurs outils participatifs tels que les stages pratiques de formation agricole, l'échange direct entre agriculteurs ou les ateliers itinérants.

13. Des séances de formation seront organisées afin de permettre aux groupes-pivots composés de femmes et aux femmes-relais ambassadrices du développement de connaître les OTIP qu'elles auront à tester ou diffuser. On envisagera la mise en place de dispositifs adaptés (crédit renouvelable par exemple), garants d'une assimilation rapide et durable. Des indicateurs de performance et d'impact seront définis et appliqués.

14. Dans le cadre de la composante du programme relative à la recherche adaptative, on s'emploiera à mettre au point des OTIP adaptées à chaque site et chaque communauté (races caprines laitières améliorées et techniques améliorées de production d'aliments pour animaux, de supplémentation raisonnée, de santé animale et de traitement et de commercialisation du lait). Ce

ANNEXE I

travail s'appuiera sur la collecte d'informations en faisant appel à des outils tels que les enquêtes et les évaluations concernant le développement communautaire. Une attention particulière sera portée à l'élaboration d'approches permettant de doter les femmes des capacités et des moyens d'adopter les OTIP qui leur seront le plus utiles.

15. Dans le cadre de ce programme, les activités spécifiques ci-dessous seront réalisées:

- a) définir les caractéristiques des moyens d'existence des ménages ruraux qui constituent le groupe cible et recueillir des données de référence qui permettront de mesurer l'impact du programme et son potentiel de reproduction;
- b) sélectionner environ 3 000 femmes et faire la démonstration de techniques améliorées de production de caprins laitiers;
- c) étudier les obstacles et les perspectives dans le domaine de la production et de la commercialisation caprines en s'intéressant plus particulièrement à l'accès des femmes aux marchés;
- d) recenser les OTIP applicables à la production caprine laitière et rassembler des informations en analysant les résultats de travaux de recherche, les savoirs locaux existants et les connaissances produites dans des contextes analogues;
- e) produire, adapter et diffuser les connaissances validées concernant les questions d'élevage, d'alimentation et de santé animale des caprins laitiers, d'élevage des chevreaux et de traitement et de commercialisation du lait;
- f) tester les OTIP et introduire celles qui ont fait la preuve qu'elles permettent de surmonter les problèmes de production et d'améliorer les rendements des chèvres laitières et la collecte et le traitement du lait, ainsi que celles qui facilitent l'accès des paysannes aux marchés;
- g) assurer la formation, la mobilisation des ressources et l'autonomie économique des femmes afin qu'elles puissent constituer leur cheptel de caprins laitiers sur une base durable;
- h) en collaboration avec les parties prenantes concernées, identifier et tester les mécanismes institutionnels appropriés susceptibles de faciliter le transfert et l'adoption de modes viables de production laitière à petite échelle;
- i) développer les capacités des institutions nationales de recherche et de vulgarisation dans le domaine de la recherche participative à assise communautaire;
- j) apporter un concours aux organismes nationaux afin de généraliser un dispositif de planification et d'exécution plus adapté aux besoins des femmes rurales en favorisant le changement organisationnel;
- k) produire un ensemble fonctionnel de bonnes pratiques favorisant l'intégration d'approches participatives de la recherche et développement prenant en compte la problématique hommes-femmes au sein d'un certain nombre d'organisations.

16. Les activités ci-dessus seront mises en œuvre dans le cadre des quatre grandes composantes suivantes:

- **gestion et diffusion des connaissances:** identification d'OTIP testées et validées en matière de production et d'amélioration des caprins laitiers en vue de répandre et généraliser leur adoption par les groupements de femmes [activités d, e, f, h, i et k];
- **recherche adaptative participative:** recherche adaptative, identification et démonstration de nouvelles OTIP en vue d'améliorer la production caprine [activités b, c, f, i, j];

ANNEXE I

- **formation, sensibilisation et amélioration des compétences** des systèmes nationaux de recherche agricole et des groupements de femmes rurales auxquels s'adresse le programme [activités g, j]; et
- **définition des objectifs à atteindre sur le plan des moyens de subsistance, suivi et évaluation** de la performance et de l'impact du programme [activités a, b].

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

17. Ce programme permettra d'obtenir les résultats suivants:
- a) réalisation de la mise en place de groupes-pivots composés de femmes et de femmes-relais ambassadrices du développement et de leur formation dans le domaine de la production caprine laitière;
 - b) familiarisation d'environ 3 000 femmes aux techniques améliorées de production caprine laitière faisant appel à toute une gamme de méthodes de communication;
 - c) réalisation de l'analyse des problèmes de production caprine et de commercialisation;
 - d) augmentation de la production de lait et de produits laitiers, moyennant l'expérimentation et la diffusion de races de chèvres laitières plus productives et mieux adaptées, de techniques permettant d'améliorer la productivité, notamment dans le domaine de l'alimentation, de la gestion et de la santé, et de techniques améliorées de collecte et de traitement du lait qui permettent d'en augmenter la valeur ajoutée, ainsi que l'identification et la réduction des obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès aux marchés et aux débouchés;
 - e) identification des méthodes et outils de diffusion des OTIP validées;
 - f) renforcement des capacités des collaborateurs au sein des pays dans le domaine de la recherche participative à assise communautaire prenant en compte la problématique hommes-femmes;
 - g) production de méthodes, indicateurs et approches innovantes permettant de reproduire les résultats obtenus à plus large échelle au sein d'autres communautés;
 - h) formation des agents chargés d'accompagner le changement aux approches participatives prenant en compte la problématique hommes-femmes et au changement organisationnel;
 - i) mise en place de modalités de reproduction à plus large échelle des interventions de recherche et développement et mesure de leur impact sur les moyens d'existence des femmes rurales mises au point;
 - j) appui apporté aux organismes nationaux afin de généraliser l'adoption d'un dispositif de planification et d'exécution plus adapté aux besoins des femmes rurales;
 - k) production d'un ensemble fonctionnel de bonnes pratiques favorisant l'intégration d'approches de la recherche et développement participatives qui prennent en compte la situation des femmes au sein d'un certain nombre d'organisations et évaluation des impacts de ces méthodes dans le domaine de l'apprentissage et du changement.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

18. L'ICARDA sera chargé de mettre en œuvre ce programme en Afghanistan et au Pakistan, en collaboration avec les programmes de terrain de la FAO et les programmes nationaux; il sera également responsable des programmes de travail et budgets annuels, de la gestion financière et de la transmission de rapports aux donateurs. Pour l'appui technique et les interactions opérationnelles, il sera fait appel au Programme GCRAI à l'échelle du système de recherche participative et d'analyse

ANNEXE I

sexospécifique. Un comité de pilotage auquel siégeront les coordonnateurs nationaux et des représentants du FIDA, de l'ICARDA, de la FAO et du Programme GCRAI assurera la direction, l'orientation et le contrôle du projet. La division Asie et Pacifique dispose des moyens nécessaires pour assurer directement la supervision de ce don sur le budget prévu à cet effet.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

19. Le coût total de ce programme de trois ans est estimé à 2 057 340 USD. Sur ce total, il est demandé au FIDA d'apporter une contribution de 1 080 000 USD. À ce budget s'ajoutent les contributions en nature de l'ICARDA et d'autres partenaires (FAO et systèmes nationaux de recherche agricole [NARS] afghans et pakistanais), dont le montant est évalué à 977 430 USD.

Budget total (en USD) cofinancements compris

Poste	FIDA	ICARDA	FAO	NARS	Total
Personnel et consultants (internationaux/nationaux)	450 000	188 557	75 000	210 000	923 557
Déplacements internationaux	100 000	-	-	-	100 000
Mise en commun des connaissances, visites des paysans et formation	180 000	-	-	-	180 000
Recherche adaptative et démonstrations sur le terrain, équipement, matériel et fournitures, cheptel	135 000	-	20 000	50 000	205 000
Ateliers	100 000			40 000	140 000
Total des coûts directs	965 000	188 557	95 000	300 000	1 548 557
Coûts indirects	115 000	138 783	45 000	210 000	508 783
Total	1 080 000	327 340	140 000	510 000	2 057 340

LOGICAL FRAMEWORK

Objectives	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
<i>Goal</i>			
To improve the livelihoods of poor displaced women in marginal and post-conflict areas of Afghanistan and Pakistan through access to and use of improved knowledge about dairy-goat raising (TIPOs).	Number of beneficiary communities (nine) Number of beneficiary households and women (3 000)	<ul style="list-style-type: none"> • Household surveys of a representative sample of displaced women • Poverty analysis • Policy analysis • Sale and other, related market reports • Progress reports 	Stable national, regional and local policies favouring access of the poor to livestock services; risks managed
<i>Purpose</i>			
To improve rural women's skills and knowledge to cope with shocks and risks through access to and adoption of goat production, improvement of TIPOs, better use of the natural resource base, and the processing and marketing of surplus products. To improve skills and knowledge on extension so as to conduct gender-sensitive research and development more effectively and institutionalize such approaches within women's own institutions.	Number of producers and producer organizations accessing appropriate services; Number of TIPOs identified, tested and disseminated	<ul style="list-style-type: none"> • Empowerment outcome analysis • Monitoring, evaluation and impact assessment 	National policies enabling democratization, decentralization and the liberalization of services Effective community participation and commitment especially of target women groups
<i>Outputs</i>			
<ol style="list-style-type: none"> 1. Core women groups and women development communicators in dairy goat production identified, formed, synthesized and trained. 2. About 3 000 women (1 500 per country in five-seven selected communities) exposed to improved dairy-goat production technologies through a variety of communication approaches. 3. Goat production and marketing constraints assessed. 4. Increased production of milk and dairy products through testing and dissemination of improved and adapted dairy goat breeds already evaluated 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Number of core women groups formed 2. Number of women development communicators identified and trained 3. Nine to 15 communities exposed to improved technology 	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • Mid-term review • Adoption and impact monitoring and evaluation reports 	Availability of TIPO packages for improved production and resource management Effective community participation and commitment, especially of target women groups.

Objectives	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
<p>for local conditions; testing and dissemination of successful technologies for improved productivity, including improved feeding, management and health; testing and dissemination of improved milk collection and processing technologies that capture the value added; and identification and minimization of constraints that affect the access by women to markets and market opportunities.</p> <p>5. Methods and tools for disseminating validated TIPOs.</p> <p>6. Strengthened capacity of national collaborators in gender-sensitive community-based participation.</p> <p>7. Generation of methodologies, indicators and innovative approaches for scaling-up to other communities and countries in the region.</p> <p>8. Cadre of change agents trained in gender-sensitive participatory approaches and organizational change.</p> <p>9. Procedures for scaling-up and monitoring the impact of research and development interventions on the livelihoods of rural women.</p> <p>10. National partner organizations in the regions are supported in institutionalizing planning and delivery processes that are more responsive to the needs of rural women by facilitating organizational change.</p> <p>11. A viable set of good practices for mainstreaming gender-sensitive participatory research and development approaches within selected organizations through action research and assessment of the impacts of these methodologies for learning and change.</p>	<p>4. 3 000 women exposed to improved technology</p> <p>5. Percentage increase in milk and dairy products</p> <p>6. Number of TIPOs validated</p> <p>7. Number of beneficiary national collaborating institutions</p> <p>8. Number of beneficiary national staff</p> <p>9. Number of communities expected to benefit from scaling-up</p> <p>10. Number of beneficiary households and women expected</p>		

Objectives	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
<i>Activities</i>			
1. Profile the livelihoods of target rural households with the aim of: (a) developing an understanding of the assets, options and constraints that define the context in which goat production is practiced, (b) developing baseline data that can be used as a reference to measure the impacts of the programme and its potential for scaling-out.	Documentation on the typologies of rural households, with specific emphasis on the role of women, their assets and their participation in decision-making and livelihood strategies 1 500 women participated in the analysis 55 young women researchers trained in file research and data collection in livelihood analysis	<ul style="list-style-type: none"> • Reports of livelihood studies • E-baseline data 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of local resources to conduct the research and develop the databases • Effective community participation and commitment, especially among target women groups.
2. Select about 3 000 women (1 500 per country in five to seven selected communities) exposed to improved dairy-goat production technologies through a variety of communication approaches.	3 000 women selected to participate in the programme's field activities Number of communication approaches used	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Women interested in the programme.
3. Assess goat production and marketing constraints and opportunities in the two countries, with particular reference to market access by women.	Biophysical and socio-economic constraints	<ul style="list-style-type: none"> • Participatory rural appraisal and survey reports 	
4. Identify and document TIPOs of dairy-goat production systems that are based on knowledge from indigenous sources, other similar environments and cultures, and research in international public goods that empower rural woman to improve their livelihoods.	Number of TIPOs identified and documented	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • Monitoring and evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of traditional and improved TIPOs.
5. Develop and disseminate verified knowledge in dairy goat raising (TIPO packages, best bet practices, win-win scenarios and innovations in breeding, feeding, animal health care, kid management and milk processing and marketing issues to women in selected marginal and post-conflict areas in the two countries.	Number of TIPOs disseminated Number of beneficiary women and household	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • Adoption and impact studies • Monitoring and evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Effective dissemination methods

Objectives	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
6. Test and introduce verified priority research outputs (TIPOs) that overcome production constraints for improved production of dairy goats, improved milk collection and processing, as well as options that facilitate the access of women farmers to markets.			<ul style="list-style-type: none"> Community interest in testing TIPO packages
7. Train, mobilize and economically empower poor women to build their dairy goat assets on a sustainable basis.	<p>Number of training activities and courses conducted</p> <p>Number of women benefiting from training</p>	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Training course reports 	<ul style="list-style-type: none"> Women's interest in training.
8. In collaboration with relevant stakeholders, identify and test appropriate institutional mechanisms that will facilitate the transfer and adoption of sustainable smallholder dairy production approaches.	<p>Number of women adopting new approaches</p> <p>percentage increase in productivity</p> <p>percentage increase in income</p>	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Adoption and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> Real interest of stakeholders, including women groups.
9. Increase the capacity of national research and extension institutions in community-based dairy-goat production systems for rural women.	<p>Number of institutions involved</p> <p>Number of beneficiary staff</p>	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Monitoring and evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> Effective interest of research and extension staff
10. National organizations supported in institutionalizing planning and delivery processes that are responsive to the needs of rural women.	<p>Number of institutions involved</p> <p>Number of beneficiary staff</p>	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Monitoring and evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> Institutional Interest in change.
11. A viable set of good practices generated to mainstream gender-sensitive participatory research and development approaches within selected organizations.	<p>Set of good practices</p> <p>Impact assessment studies</p>	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Monitoring and evaluation reports Manuals on good practices 	<ul style="list-style-type: none"> Interest of selected organizations in the new, participatory approach.

**INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES:
PROGRAMME D'APPUI À L'ÉLABORATION DE DOCUMENTS DE STRATÉGIE POUR LA
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

I. CONTEXTE

1. L'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) a été lancée en 1996 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en vue de ramener à des niveaux supportables la charge de la dette des pays pauvres les plus lourdement endettés. Cette initiative implique une action coordonnée de la communauté financière internationale, des donateurs bilatéraux et des gouvernements. Les étapes clés du processus de l'initiative renforcée PPTE sont les suivantes: a) l'admission, b) le point de décision, c) le point d'achèvement. Dans le but d'accélérer, d'approfondir et d'élargir l'allègement de la dette, et de renforcer les liens entre allègement de la dette, réduction de la pauvreté et politique sociale, il a été demandé aux pays sélectionnés de préparer un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) dans le cadre de l'initiative renforcée PPTE. Le 8 juillet 2005, l'initiative PPTE a acquis un nouvel élan avec la signature de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale par les chefs d'État et de gouvernement du G-8 au Sommet de Gleneagles. L'objectif de la nouvelle initiative est l'annulation des créances de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement sur tous les pays participant à l'initiative PPTE et ayant atteint le point d'achèvement. Cette initiative aidera les gouvernements à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Comme la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide le souligne, les DSRP sont devenus les principaux instruments utilisés pour le financement des interventions de développement, la planification, et la réforme des politiques en Afrique subsaharienne. La plupart des grands bailleurs de fonds utilisent maintenant le cadre du DSRP pour définir leurs stratégies d'appui de même que les niveaux et les modalités de leur financement. Toutefois, il est unanimement reconnu que ces documents présentent de nombreuses faiblesses, en particulier leur approche des zones rurales où les pauvres vivent en majorité. De plus, les DSRP manquent d'un véritable instrument permettant de suivre et d'évaluer les résultats et les impacts associés aux options qu'ils proposent pour lutter contre la pauvreté rurale. C'est vrai pour le suivi et l'évaluation des impacts de la conception et de l'exécution des processus des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), mais c'est vrai aussi pour le suivi et l'évaluation des impacts des options proposées et l'analyse des avantages et inconvénients des diverses options. On constate également une insuffisance notoire de capacités dans les institutions nationales pour la gestion des données et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des DSRP. En outre, la nécessité d'une aide "prévisible, bien programmée et coordonnée" exige un système de suivi et évaluation qui suscitera un dialogue entre toutes les parties prenantes intervenant dans les zones rurales afin de définir des indicateurs qui stimuleront l'investissement dans le secteur rural.

II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA

3. Le FIDA a participé à l'initiative renforcée PPTE, à laquelle il a contribué à hauteur de 431,1 millions de USD au titre de l'allègement du service de la dette en termes nominaux. Le FIDA a également élaboré un document sur l'approche des SRP afin de jeter les bases d'un engagement plus systématique favorisant le débat à l'intérieur de l'organisation et le dialogue entre les parties prenantes. Par ailleurs, l'alignement des SRP et des exposés des options et stratégies d'intervention par pays a fait l'objet d'un examen et d'une évaluation. L'examen a conclu qu'un nombre important d'exposés des options et stratégies d'intervention par pays ne faisaient pas référence au processus des SRP ou n'en traitaient que très brièvement. De plus, les divisions du FIDA ont entrepris d'évaluer le processus des SRP.

ANNEXE II

4. À ce jour, 15 des 24 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont dépassé le point de décision tandis que 7 ont atteint le point d'achèvement et bénéficieront ainsi de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de juillet 2005. Compte tenu de l'importance croissante des SRP dans la région, une évaluation du contenu rural des DSRP de 8 des 13 pays d'Afrique de l'Ouest qui ont un DSRP complet (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) a montré que les DSRP adoptés dans les divers pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre variaient fortement en fonction du degré d'appropriation par le pays, de l'engagement du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté, de la qualité du processus participatif, et de la qualité et de l'exactitude de l'évaluation de la pauvreté. Les aspects qui font le plus souvent défaut sont: une évaluation de la mesure dans laquelle les dimensions de la pauvreté rurale sont prises en compte, et la cohérence et la profondeur des options (politiques, techniques et institutionnelles) et des programmes proposés spécifiquement pour lutter contre la pauvreté. Cette situation est imputable, en partie, au fait que la plupart des SRP sont pilotées par les autorités financières, avec une participation minimale des ministères de l'agriculture ou du développement rural et, en partie, à la faible capacité de ces derniers de plaider leur cause.

5. En vue d'articuler la SRP du FIDA, une approche visant à appuyer la stratégie en Afrique de l'Ouest et du Centre est en cours d'élaboration; elle définit l'objectif, les règles de l'engagement et les indicateurs mesurables de l'impact de la participation du FIDA au processus des DSRP. Le FIDA a ensuite sollicité la collaboration de l'IFPRI pour l'opérationnalisation de l'approche régionale, en particulier la définition des processus et des indicateurs spécifiques permettant de surveiller et suivre les SRP. Cette requête a été faite en raison de la convergence de vue des deux institutions sur la question de la pauvreté rurale, et en raison de leurs fructueuses collaborations antérieures.

6. La proposition reflète l'objectif b) de la politique en matière de dons: renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

7. **L'objectif global du programme** est de contribuer à faire des SRP un cadre efficace pour la réduction de la pauvreté rurale dans la région. **Spécifiquement**, le programme vise la mise au point d'instruments peu onéreux, d'outils et de directives, permettant d'assurer le suivi et l'évaluation des processus, des résultats et des impacts des options proposées par les SRP pour lutter contre la pauvreté rurale, afin de faire des SRP des cadres viables pour la réduction de la pauvreté.

8. **Approche du programme.** Le programme adoptera une approche participative inclusive qui associera l'ensemble des diverses parties prenantes participant au processus des SRP. Au niveau national, le programme appuiera un processus qui créera des liens entre les plateformes de suivi et évaluation des SRP, mises en place par les gouvernements, la société civile, les organisations d'agriculteurs et les projets de développement, aux fins du partage des connaissances, tout en identifiant les séries d'indicateurs qui sont utilisées pour mesurer et évaluer les résultats associés à la mise en œuvre des options des SRP. Au niveau régional, le travail en réseau des différentes parties prenantes des SRP contribuera à l'établissement de forums de débat et d'échange de courriers électroniques, entre elles et au sein de leurs propres structures. Les indications ressortant de ces débats permettront d'affiner les indicateurs qui seront retenus pour le système de suivi et utilisés dans les ateliers régionaux.

9. **Composantes du programme** Le programme sera articulé autour de trois grandes composantes: a) système de suivi et de production de rapports; b) recherche et développement sur les questions de la pauvreté rurale et les processus clés des DSRP dans la région; et c) renforcement des capacités et diffusion. Ces trois composantes sont étroitement interconnectées. Le système de suivi identifiera les thèmes clés qui seront analysés dans le système de recherche sur le développement rural. Les deux composantes fourniront les éléments utilisés dans la composante de renforcement des

capacités et de diffusion, et réciproquement. De plus, le programme peut contribuer, à la demande, à la formulation et l'exécution de programmes d'appui au pays.

10. **Système de suivi et de production de rapports.** Le système suivra la mise en œuvre du processus des SRP et ses différents résultats, dans le but de mieux informer toutes les parties prenantes des SRP sur les aspects relatifs à la réduction de la pauvreté rurale. Le système couvrira tous les PPTE et comprendra a) la mise à jour des principales étapes de l'initiative PPTE et des SRP, b) l'examen et l'analyse des dimensions rurales, du programme en matière de politique rurale et des implications en termes de ressources, prévus au titre des SRP préliminaires ou complètes, c) une évaluation du degré d'appropriation du processus du DSRP par le gouvernement et les autres parties prenantes nationales clés, et de leur engagement à cet égard; d) une synthèse des rapports d'évaluation du système d'allocation fondé sur la performance, et e) la conduite d'études bibliographiques sur les thèmes clés liés au DSRP.

11. Progressivement, le système de suivi et de production de rapports intégrera de nouveaux indicateurs clés liés aux aspects suivants: a) arrangements institutionnels pour le suivi et b) évaluation des changements de l'environnement politique et institutionnel du secteur rural, en relation avec les indicateurs du système d'allocation fondé sur la performance. De plus, le système de suivi et de production de rapports facilitera, d'une part, le suivi des résultats obtenus par le pays en ce qui concerne la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et, d'autre part, l'ajustement et l'harmonisation de ses propres indicateurs et de ceux du système d'allocation fondé sur la performance. Les résultats revêtent une importance critique si l'on veut mieux appréhender la dimension rurale de la SRP pour aider les gouvernements et les partenaires du pays à mener des politiques et des actions conjointes.

12. **Recherche et développement sur les questions de la pauvreté rurale et les processus clés des DSRP:** La composante sera axée sur: a) la conduite d'une analyse approfondie de la qualité et du contenu des évaluations de la pauvreté rurale utilisées pour concevoir les SRP; b) des analyses a priori et a posteriori des options, processus et programmes d'investissement des DSRP dans les zones rurales, y compris l'alignement des politiques rurales et des cadres institutionnels des options; et c) l'évaluation des arrangements et des mécanismes institutionnels d'exécution, de suivi et d'évaluation des éléments ruraux des SRP. On s'intéressera plus spécialement à la capacité des processus institutionnels de répondre aux besoins et aux aspirations des ruraux pauvres (en particulier les femmes) et de leurs organisations. Cette composante comportera également des travaux de recherche sur les aspects clés des SRP qui seront identifiés par le système de suivi et de production de rapports, sur le réseau d'échange des parties prenantes et sur l'exécution des programmes du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, par exemple: a) la participation systématique des ruraux pauvres; b) l'élaboration d'approches de programme sectorielles axées sur les DSRP; c) la problématique hommes-femmes et l'accès à la terre et aux ressources naturelles; et d) les questions liées au commerce et à l'intégration dans le marché.

13. On utilisera l'éventail de méthodologies et d'approches mises au point antérieurement par l'IFPRI et d'autres institutions pour analyser l'information, assurer la formation des parties prenantes et contribuer à l'identification des options et des mécanismes permettant aux ruraux pauvres de jouer un rôle actif dans la conception, le suivi et l'exécution des processus, et d'analyser l'adéquation de la mise en œuvre des programmes et politiques de développement et des réformes institutionnelles. Les résultats de ces différentes activités aideront les pays à élaborer leurs stratégies et plans d'action pour le développement du secteur rural, tout en donnant au FIDA des "points d'accès" pour influencer le processus des SRP et contribuer aux réformes politiques et institutionnelles.

14. **Renforcement des capacités et diffusion.** La composante renforcement des capacités et diffusion constitue un élément fondamental du programme. Elle prévoit: a) un réseau d'échange sur les questions liées aux SRP; b) un processus de sensibilisation et de diffusion; et c) une action de

formation et de renforcement des capacités. Ces activités permettront au FIDA d'identifier dans des pays spécifiques les domaines potentiels de concertation avec les pouvoirs publics sur les SRP, et les possibilités qui s'offrent à lui d'intervenir activement dans le processus des DSRP.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

15. **Résultats.** Les principaux résultats attendus sont les suivants:

- a) une typologie synthétique des indicateurs de suivi de la réduction de la pauvreté aux niveaux national et régional, fondée sur: i) l'examen des indicateurs (ventilés par sexe) utilisés par les différentes parties prenantes pour mesurer les résultats et l'impact du processus des SRP sur la pauvreté rurale; ii) les indicateurs utilisés dans le système de gestion des résultats et de l'impact pour les programmes de pays financés par le FIDA, et iii) le système d'allocation fondé sur la performance;
- b) des systèmes de suivi et de production de rapports permettant de suivre le processus du SRP sous l'angle de la pauvreté rurale; les systèmes seront institutionnalisés dans 15 PPTE;
- c) un rapport annuel sur les tendances de la pauvreté et sur la mise en œuvre des SRP et leurs résultats et impacts sur la pauvreté rurale (ventilés par sexe);
- d) des rapports de recherche thématique sur trois ou quatre thèmes sélectionnés par les parties prenantes concernées dans les 15 pays, ainsi que des analyses approfondies pour trois pays choisis;
- e) la documentation des ateliers régionaux annuels de l'année 1 consacrés aux résultats du système de suivi et de production de rapports et aux examens des DSRP;
- f) les actes d'une conférence internationale portant sur les rapports relatifs à des thèmes de recherche sélectionnés et les documents des experts invités pour intervenir sur ces thèmes;
- g) un réseau d'échange opérationnel sur les SRP considérées sous l'angle de la réduction de la pauvreté rurale, en connexion avec le réseau FidAfrique; et
- h) des directives visant l'amélioration des SRP dans les trois pays choisis, pour assurer la participation des parties prenantes et la réduction de la pauvreté.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

16. Le programme sera exécuté par l'IFPRI qui sera chargé de: a) la coordination des activités du programme; b) l'organisation des activités spécifiques; et c) l'établissement et du développement du réseau régional des organisations partenaires, des experts et des responsables de la facilitation.

17. Le personnel supérieur de recherche de l'IFPRI à Washington et au bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à Dakar, sera responsable de l'exécution du programme. Le programme recrutera un assistant de recherche qui sera affecté au bureau de Dakar. Le personnel de l'IFPRI et l'assistant de recherche travailleront directement avec les différentes institutions participant au processus des SRP qui seront responsables de l'exécution du programme dans leurs pays respectifs. On formera des équipes composées de membres du personnel de l'institution publique chargée du suivi et évaluation et d'un représentant de la société civile, pour appuyer le suivi du processus de la SRP dans leur pays. Les équipes nationales compteront des représentants du système national de la recherche agricole et du gouvernement, des chercheurs universitaires et des membres de la société civile travaillant sur ces questions. Un atelier participatif de conception, d'une durée de deux jours, sera organisé au démarrage du programme afin d'examiner l'exécution de ce dernier et d'élaborer des plans de travail pour chaque équipe. Le personnel du programme travaillera en étroite collaboration avec la Plateforme d'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, FidAfrique, l'Initiative conjointe OCDE/FIDA/France pour l'appui au projet agricole en Afrique, les projets de développement du FIDA et les projets de l'IFPRI dans la région, en vue de compléter et de créer des synergies.

ANNEXE II

18. À l'IFPRI, la responsabilité du programme incombera au directeur de la Division environnement et technologie de production et au directeur du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, de l'IFPRI. Une personne de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA sera nommée pour assurer la liaison avec la division. On établira un comité de pilotage du programme, composé de ce chargé de liaison avec la division, du directeur de projet de l'IFPRI, de trois représentants de pays et de deux représentants de la société civile et des organisations d'agriculteurs. Le comité se réunira une fois par an pour examiner la situation d'avancement de l'exécution et approuver le plan de travail et budget annuels.

VI. COUTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

19. Le total des coûts du programme s'élève à 750 000 USD. Pour compléter le financement prévu de la part du FIDA (500 000 USD), des ressources additionnelles, d'un montant de 200 000 USD, sont mobilisées au titre de fonds complémentaires (100 000 USD) et de programmes de pays financés par le FIDA (100 000 USD). Une contribution en nature équivalant à 50 000 USD sera fournie par le bénéficiaire (IFPRI).

**Budget total y compris les cofinancements
(USD)**

	Don du FIDA	Programmes de pays financés par le FIDA	Financement complémentaire	Contribution en nature de l'IFPRI	Total
Personnel (scientifique et d'appui)	184 000	-	-	50 000	234 000
Renforcement des capacités et formation (dont ateliers, réunions, conférence thématique)	116 830	50 000	-	-	166 830
Recherche et activités de terrain	67 400	50 000	100 000	-	217 400
Logistique, gestion et assistance administrative	131 770	-	-	-	131 770
Total	500 000	100 000	100 000	50 000	750 000

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Goal: make PRSs an effective framework for reducing rural poverty in the West and Central Africa region.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamics of institutional and policy reforms to support the PRSP process • More active, substantial participation of the rural poor in policy reforms and implementation of the PRSs • Improved, more innovative project design • Household- and aggregate-level poverty assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation by stakeholders and participating staff • PRSP progress reports and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution of the political context towards democracy in the target countries • Continued government commitment to improving the rural poverty focus of PRSPs • Urban constituencies dominate PRSP agendas.
<p>Purpose/Specific Objectives</p>			
<p>Purpose: develop low-cost instruments, tools and guidelines for monitoring and evaluating the processes, outcomes and impacts of proposed PRS options in terms of rural poverty in order to make the PRS a viable frameworks for rural poverty reduction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • National PRSs are revised • Ratio resource allocation versus economic, social and environmental impact on rural poverty • Stronger in-country partnerships and advocacy groups for empowerment of the rural poor • Country strategic opportunities papers from the Western and Central Africa Division that have been revised and reoriented to support the effective implementation of PRSs to benefit the rural poor • New projects clearly linked to PRS processes and policy and institutional reforms • Options are identified and analysed • Contribution to IFAD-wide efforts on PRS 	<ul style="list-style-type: none"> • Joint IFPRI-IFAD review at completion • Benchmarking regarding project-policy linkages (ongoing portfolio) • Results and impact management system impact studies • Documents • Minutes of the meetings of the national and regional advisory committee 	<ul style="list-style-type: none"> • Performance-based allocation is indexed to good local governance and so implemented • Governments, donors and national extension staff support the dissemination of research results • Emphasis and priority are given to policy dialogue in the corporate strategy • The lack of a field presence as a constraint to increasing IFAD visibility through various channels • Increased corporate commitment to PRSP-related policy dialogue following the engagement of the Programme Management Department (IFAD)
<p>Outputs</p>			
<p>1. Develop a tracking and reporting system to monitor the implementation of the PRSP process as it relates to rural poverty.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A tracking and reporting system for monitoring PRS processes • Trained national partners in the use of the system (disaggregated by gender) • Governments and donors are using the system to make their investment 	<ul style="list-style-type: none"> • Methodological guide for using the system • Progress reviews of PRS implementation with regards to the agricultural sector 	<ul style="list-style-type: none"> • The willingness of stakeholders to share requested information • Governments are willing to implement the tracking system • National governments take ownership of the process

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
			<ul style="list-style-type: none"> • Existence of data on different types of investments • Formulated recommendations are acceptable to governments • Western and Central Africa Division country programme managers are willing to use the results of the tracking system to adjust their country strategic opportunities papers • The design of new projects make use of the results of the studies.
	decisions in rural areas		<ul style="list-style-type: none"> •
2. Annual reports analysing the trends in and implementation of PRS processes as they relate to poverty reduction.	<ul style="list-style-type: none"> • A database of PRS-related data collected on the Western and Central Africa region • Annual national reports prepared • Synthesis report prepared 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual reports 	<ul style="list-style-type: none"> •
3. Thematic research reports on three or four selected research themes.	<ul style="list-style-type: none"> • Stakeholder meetings and e-mail discussions to select thematic research themes (disaggregated by gender) • In depth study in three focus country cases • Framework presented and validated by stakeholders at various levels • Thematic research reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Guidance sheets and other reference tools published • Annual progress reports • Thematic research reports 	<ul style="list-style-type: none"> •
4. Proceedings of two annual regional workshops focusing on the results of the TRS.	<ul style="list-style-type: none"> • TRS database • Annual reports • Data analysis 	<ul style="list-style-type: none"> • Proceedings of stakeholder workshops at the national and regional levels 	<ul style="list-style-type: none"> •
5. Proceedings of two regional conferences focusing on the reports on selected research themes.	<ul style="list-style-type: none"> • Three country case studies on how to integrate rural dimensions in the PRS process so as effectively to reduce poverty • Policy framework for empowering the rural poor and producer organizations in the design, monitoring and implementation of the PRSs 	<ul style="list-style-type: none"> • Thematic research reports • Proceedings of two regional conferences • Three country strategic opportunities papers revised and reoriented according to the results of the study 	<ul style="list-style-type: none"> •

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
	<ul style="list-style-type: none"> Recommended project implementation strategies and effectiveness tools 		
6. Operational exchange network on PRSs as they relate to poverty reduction.	<ul style="list-style-type: none"> A network of stakeholders involved in the implementation of the PRSPs in West and Central Africa (disaggregated by gender) Operational exchange network is functional Enhanced regional knowledge in policy dialogue Enhance the work of the Platform for Rural Development and Food Security for West and Central Africa and Fidafrigue 	<ul style="list-style-type: none"> Operational exchange network Producer organization annual reports Project's final publication or report Mainstreaming the framework in other Western and Central Africa Division countries 	<ul style="list-style-type: none"> Difficulties in coordinating the many PRSP stakeholders Trained national partners stay in their position and continue the tracking, monitoring and evaluation of the PRSP process and outcomes.
7. Guidelines for improving the PRS in the three focus countries so as to insure stakeholder participation and poverty reduction.	<ul style="list-style-type: none"> Guidelines 	<ul style="list-style-type: none"> Guidelines 	
<i>Activities</i>			
1.1 Consolidated typology of indicators for monitoring poverty reduction at the national and regional levels.	<ul style="list-style-type: none"> Reviews of the different stakeholder indicators for monitoring PRSs (disaggregated by gender) Develop a list of indicators, including results and impact management system and performance-based allocation indicators Develop a typology of the various indicators 	<ul style="list-style-type: none"> Report of the review 	Assumptions (all activities): <ul style="list-style-type: none"> Policy makers, development agencies and communities are fully collaborating with the programme Conducive institutional environment for the active participation of community members, NGOs, the private sector and other stakeholders in implementing the tracking system Stakeholders do not share information.
2.1 HIPC update for all countries of country progress within the HIPC PRSP processes.	<ul style="list-style-type: none"> Database on the implementation of the PRSP as this relates to rural poverty 	<ul style="list-style-type: none"> Tracking system database 	
3.1 Review and analysis of the poverty and rural focus in PRSP 3.2 Assessment of PRSP institutional arrangements and monitoring and evaluation systems in five countries 3.3 Synthesis of the performance-based allocation system assessment reports 3.4 Literature reviews.	<ul style="list-style-type: none"> Typologies of PRSP processes Profiling of poverty trends Reports on PRSP processes Paper synthesizing performance-based allocation system assessment in selected countries 	<ul style="list-style-type: none"> Literature reviews Field results Programme reports 	

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
4.1 In-depth analysis of existing rural poverty assessments in light of their characterizations of both the content and coverage of rural poverty 4.2 Identification of research sites 4.3 Household- and community-level data collection 4.4 Typologies of PRS issues.	<ul style="list-style-type: none"> • Three country reports on the PRSP monitoring and evaluation system 		
5.1 Secondary data collection 5.2 Development of a PRS database 5.3 Analysis of TRS data.	<ul style="list-style-type: none"> • Country reports • Synthesis paper 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual workshop proceedings 	
6.1 Ex ante and ex post analyses of PRSP options, programmes and processes for rural areas, including the alignment of the rural policy and institutional framework for these options 6.2 Assessment of the institutional arrangements and mechanisms for implementing, monitoring and evaluating the rural elements of the PRSP 6.3 Indicators and strategies for more effective targeting of rural poverty.	<ul style="list-style-type: none"> • Simulation results of the effects of and trade-offs between various investment, policy and institutional reform options with respect to poverty • Regional synthesis • Papers on selected themes 	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop proceedings • Papers • Technical advisory notes • Surveys • Field results • Programme reports • Methodologies 	
7.1 Develop an exchange network on PRSP-related issues 7.2 Foster stakeholder dialogue and improve the awareness and dissemination process 7.3 Offer “on-demand training” and capacity-building to stakeholders.	<ul style="list-style-type: none"> • Regional network is operational and monitors the implementation of the PRSPs and the impacts in rural poverty • National and regional workshops • Focus group meetings 	<ul style="list-style-type: none"> • Number and diversity of stakeholders in the network • Number and content of the training modules • Number of trained partners 	
8.1 Synthesize research results 8.2 Refine recommendations with policy-makers and other stakeholders 8.3 Develop guidelines for reforming the PRSPs.	<ul style="list-style-type: none"> • Stakeholder meetings 	<ul style="list-style-type: none"> • Minutes of the meetings • Guidelines 	

**INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BÉTAIL: PROGRAMME D'AMÉLIORATION
DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES ÉLEVEURS PAUVRES PAR L'UTILISATION ACCRUE DU
FOURRAGE**

I. CONTEXTE

1. Plus des deux tiers des 1,3 milliard de pauvres dans le monde vivent dans les zones rurales et dépendent en grande partie de l'agriculture pour leur subsistance. Si l'on veut faire reculer la pauvreté, les ruraux pauvres doivent être dotés des moyens d'améliorer leur sort grâce à l'augmentation de la productivité, l'intégration dans le marché et la pérennité de leurs entreprises agricoles. L'élevage représente pour les ruraux pauvres un moyen efficace de se libérer de la pauvreté. Dans le monde entier, 50% des pauvres possèdent du bétail et en dépendent pour leur subsistance. Les animaux d'élevage sont des actifs vivants contribuant à la sécurité alimentaire ainsi qu'une source non négligeable de protéines et de minéraux pour la sécurité nutritionnelle. Ils fournissent force de traction et fumier pour la production végétale et représentent la première forme d'épargne des pauvres. Les produits de l'élevage sont une importante source de revenus journaliers pour les femmes rurales, qui font partie des éleveurs les plus pauvres. Les ménages pauvres considèrent le bétail comme l'un des meilleurs investissements aux fins de la génération de revenus, mais les risques attachés à la production sont souvent élevés. L'élevage peut contribuer à réduire la vulnérabilité face aux chocs externes, renforcer la capacité d'adaptation des petits agriculteurs et améliorer leurs moyens de subsistance.

II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA

2. La demande accrue de produits animaux offre aux éleveurs pauvres des possibilités non négligeables de tirer de plus grands bénéfices de leur bétail et d'améliorer leurs revenus, en profitant des marchés liés à l'élevage. Les limites qui pourraient empêcher les pauvres de saisir cette chance sont la difficulté d'accéder à la terre, au crédit et aux technologies, et l'absence de politiques propices. Les agriculteurs pauvres placent généralement l'accès au fourrage et à l'eau au rang des contraintes majeures. Cette incapacité de nourrir convenablement le bétail constitue la contrainte technique globale la plus répandue; la supprimer permettrait aux petits éleveurs d'améliorer leurs moyens de subsistance, en tirant parti des créneaux commerciaux et en renforçant leurs actifs. L'adoption des innovations en matière de fourrage a également le potentiel de contribuer à la pérennité globale du système et d'améliorer les actifs naturels grâce aux retombées positives sur la fertilité des sols, en améliorant la couverture du sol avec tous les bénéfices associés (biodiversité, fixation du carbone) pour les communautés nationale et mondiale, et en accroissant la capacité d'adaptation du système.

3. Le programme créera des synergies et aura un effet multiplicateur sur les travaux de recherche et développement, en renforçant les partenariats existants et en créant de nouvelles alliances avec les projets du FIDA axés sur la pauvreté, actuellement en cours d'exécution. Il représente une occasion unique d'atteindre différents systèmes d'une manière économique parce qu'il relie le FIDA aux projets de pays du Ministère du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et d'autres donateurs, en utilisant leurs unités de gestion pour l'exécution du programme, valorisant ainsi les investissements passés et présents du FIDA. Trois pays ont été sélectionnés en fonction de la pauvreté, de la densité démographique, et de la diversité des systèmes de production, dans le but de faciliter l'analyse transrégionale et de promouvoir l'apprentissage dans trois régions différentes du monde en développement, en se basant sur les recherches spécifiques d'un lieu géographique liées aux projets pertinents financés par un prêt du FIDA dans ces pays.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

4. **Groupe cible:** les principaux bénéficiaires du programme seront les ruraux pauvres qui dépendent de l'élevage et des services connexes, ainsi définis par le FIDA:

- Les éleveurs de petits ruminants qui font généralement partie des éleveurs les plus pauvres (souvent des femmes);
- Les petits producteurs laitiers ayant la possibilité d'accroître leurs ventes de lait pour améliorer les revenus du ménage;
- Les éleveurs sans terre qui bénéficieront d'un approvisionnement accru en divers fourrages; et
- Les petits agriculteurs pauvres en ressources ne possédant pas de bétail, qui peuvent adopter les innovations pour produire des semences ou du fourrage.

5. **Activités clés du programme:** Le programme s'attaquera aux contraintes liées au fourrage, d'une manière globale, en tirant parti des avancées de la recherche sur les systèmes participatifs et d'innovation, de la gestion des savoirs et des concepts et des approches de l'élargissement et de la dissémination de l'innovation. Fondé sur les travaux existants, et lié aux programmes de lutte contre la pauvreté en cours d'exécution, il adoptera une approche participative de l'identification et de l'atténuation des contraintes avec diverses parties prenantes sur des sites d'apprentissage pilotes. Des enseignements génériques seront tirés de l'analyse des processus novateurs et de leur mise au point avec différents partenaires, notamment en ce qui concerne: la production laitière et la culture du maïs ou des haricots en Éthiopie, l'élevage des moutons, la culture de l'orge et la gestion des parcours en Syrie, et les systèmes mixtes élevage-culture (essentiellement riziculture) au Viet Nam. Les activités seront les suivantes:

- **Établissement de partenariats et d'alliances pour atteindre les pauvres.** L'identification des possibilités de faire le lien avec les projets de lutte contre la pauvreté, du FIDA et d'autres institutions, en cours d'exécution, et leurs évaluations par les parties prenantes, sera suivie d'ateliers nationaux de planification de projet avec les partenaires. Les outils d'analyse spatiale fondés sur les systèmes d'information géographique (SIG), l'analyse socioéconomique et politique et les approches des systèmes participatifs et d'innovation, seront appliqués pour identifier des sites d'apprentissage pilotes représentatifs, caractérisés par une forte demande en fourrage et un environnement propice aux pauvres, laissant présager une forte probabilité d'adoption et offrant des possibilités de partenariats susceptibles de faciliter la reproduction et l'élargissement des résultats de manière à atteindre les pauvres dans d'autres régions.
- **Promotion des options concernant des systèmes de communication et d'acheminement efficaces et novateurs pour l'amélioration de l'approvisionnement en fourrage.** On élaborera, on expérimentera et on adaptera, selon des processus participatifs, des combinaisons d'options institutionnelles et techniques susceptibles d'améliorer l'accès au fourrage. La diffusion et la dissémination des innovations sélectionnées par les agriculteurs s'appuieront sur les filières d'approvisionnement et les systèmes de semences locaux associant la société civile et des groupes du secteur privé, en favorisant les liens entre ces acteurs et en promouvant des approches novatrices de la communication concernant ces options. Pour les options techniques, il peut s'agir de la radio locale, de bandes dessinées, de magazines, de théâtre, de vidéos et de journées de vulgarisation sur le terrain. Les conclusions d'un atelier sur la dissémination de l'innovation du programme de recherche sur l'élevage conduit à l'échelle du système du GCRAI, ont documenté les stratégies et les approches à adopter pour identifier les meilleures pratiques qui peuvent être testées et utilisées pendant l'exécution du programme.
- **Renforcement des capacités fondé sur l'information et la formation.** Cette composante ciblera les agriculteurs (en particulier les représentants des groupes ruraux vulnérables), les

ANNEXE III

agents de la vulgarisation et le personnel des ONG participant aux projets de développement rural et de lutte contre la pauvreté, ainsi que les autres parties prenantes qui seront identifiées dans le cadre des activités du programme et dont les capacités seront renforcées grâce à leur participation à l'élaboration de manuels et de brochures, à des cours, à des journées sur le terrain et à des ateliers Sud-Sud. La formation couvrira l'utilisation des approches des systèmes novateurs et les questions techniques relatives à la production et la gestion participative du fourrage, et débouchera sur la création d'un noyau de ressources humaines compétentes, capables de mettre en application diverses approches pour améliorer l'impact des innovations en matière de fourrage.

- **Tirer et mettre en pratique des enseignements génériques sur les processus et les partenariats pour élargir et disséminer les innovations.** Les analyses transrégionales et spatiales, et les évaluations à priori de l'impact et des processus axées sur les agriculteurs, seront utilisées pour comparer les impacts économiques et environnementaux potentiels. Des études sur les arrangements institutionnels et la réussite ou l'échec des différentes approches selon les sites et les systèmes permettront de tirer des enseignements génériques sur les processus d'innovation, l'adoption des interventions portant sur les fourrages et leur rôle dans l'amélioration des moyens de subsistance liés à l'élevage, puis de les reproduire dans d'autres régions.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

6. **Objectif principal:** Améliorer les moyens de subsistance des éleveurs pauvres en Éthiopie, en République arabe syrienne et au Viet Nam, grâce à un meilleur accès aux innovations en matière de fourrage, et à leur adoption.

7. **Objectifs spécifiques:** Travailler en collaboration avec des partenaires et des agriculteurs au renforcement de la capacité des éleveurs pauvres de sélectionner et d'adopter des options en matière de fourrage et de tirer profit des créneaux commerciaux, afin qu'ils puissent améliorer leurs moyens de subsistance et la pérennité de leurs systèmes de production agricole.

8. **Résultats:** En travaillant sur des sites d'apprentissage pilotes avec des innovations ayant fait leurs preuves, les résultats spécifiques seront les suivants:

- des mécanismes propres à renforcer et/ou établir des alliances entre plusieurs parties prenantes, en vue de l'élargissement et de la dissémination des innovations en matière de fourrage présentant une forte probabilité d'être appliquées avec succès dans d'autres projets;
- des options de systèmes d'acheminement efficaces, y compris des stratégies de communication et des interventions novatrices dans les exploitations pour améliorer l'approvisionnement en fourrage;
- la capacité accrue des partenaires du programme d'expérimenter et d'utiliser les innovations en matière de fourrage grâce à la communication efficace de l'information technique et à la formation sur divers aspects, afin de placer les interventions relatives au fourrage dans le contexte des systèmes d'innovation; et
- des enseignements génériques largement applicables aux processus et systèmes d'innovation; des stratégies de communication et des partenariats créant un environnement propice à l'élargissement et à la dissémination des innovations en matière de fourrage.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

9. Une coalition de partenaires associant les communautés rurales, les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS), la société civile, le secteur privé et les projets de développement, ainsi

ANNEXE III

que les centres de recherche agricole internationaux, fera en sorte que les résultats scientifiques et les technologies de pointe soient mis à la disposition des ruraux pauvres, et renforcera les capacités en matière d'identification et de résolution participatives des problèmes dans le programme. Le programme complétera un projet similaire financé par le Ministère du développement international (Royaume-Uni) actuellement en cours au Nigéria et en Inde, ce qui ouvre de vastes perspectives d'échange mutuel d'idées pour la génération et le partage des savoirs. Les arrangements visant la liaison avec les projets du FIDA et la participation des partenaires et des sites d'apprentissage pilotes seront mis en forme à l'occasion des réunions des parties prenantes. Les activités conduites sur les sites d'apprentissage pilotes seront axées sur la demande et réalisées par les éleveurs pauvres avec l'appui du personnel du programme. Le développement et le renforcement de l'aptitude des partenaires à utiliser les mécanismes d'apprentissage et de partage des savoirs influenceront les impacts à long terme du programme. En sa qualité d'agent d'exécution, l'ILRI gèrera les fonds conformément aux pratiques de comptabilité reconnues à l'échelon international, avec des vérifications annuelles internes et externes des comptes, qui couvriront également les dépenses effectuées à l'aval par les partenaires du programme. Le programme qui aura une durée de quatre ans mobilisera plusieurs partenaires et plusieurs donateurs. Il sera géré par un directeur de programme de l'ILRI. La Division consultative technique (FIDA) sera chargée de la supervision. Un comité national des parties prenantes sera établi pour orienter les activités dans chaque pays. Le personnel du FIDA et l'unité de gestion du programme seront invités à participer aux réunions de planification et à celles du comité de pilotage. Les frais relatifs à cette participation du personnel de l'unité de gestion du programme et du FIDA ne sont pas couverts par le montant du présent don du FIDA.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

10. On mettra en place un processus de suivi et évaluation en vue d'étudier dans quelle mesure les ruraux pauvres utilisent le fourrage pour améliorer leurs stratégies de subsistance, acquièrent un accès aux actifs et exercent une influence et un contrôle accrus sur les politiques qui les touchent. Les résultats des activités en cours au Nigéria et en Inde laissent penser que le programme de travail sera également adapté en fonction des enseignements tirés en matière de facilitation et d'autonomisation des partenaires.

11. Le coût total du programme s'élève à 2 210 000 USD, dont 1 600 000 USD sont octroyés au titre du don du FIDA (voir le tableau). Une contribution de quelque 610 000 USD, en espèces et en nature, sera fournie par les centres du GCRAI collaborant au programme et leurs partenaires des systèmes nationaux de recherche agricole.

**Budget total y compris les cofinancements
(milliers de USD)**

Catégorie	FIDA	Partenaires du GCRAI	Partenaires des NARS	TOTAL
Personnel	242	240	120	602
Voyages	22	-	-	22
Opérations de recherche	726	120	80	926
Matériel	50	-	-	50
Renforcement des capacités et ateliers	222	20	-	242
Rapports et publications	50	30	-	80
Supervision administrative	88	-	-	288
TOTAL	1 600	410	200	2 210

LOGICAL FRAMEWORK

	Hierarchy of Objective, Purpose/Output and Activities	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
Overall Objective	To improve the livelihoods of poor livestock keepers in Ethiopia, Syria and Viet Nam through the increased use of fodder.			
Specific project purpose	Working with partners and farmers to strengthen the capacity of poor livestock keepers to select and adopt fodder options and access market opportunities to enable them to improve their livelihoods and the sustainability of their farming systems.	<ul style="list-style-type: none"> • The capacity of farmers and fodder service providers to respond to changes in livestock feed constraints enhanced in at least three pilot learning sites in each of the three countries • The average income and natural asset base of livestock-keeping households increased through improved feeding by 10% in pilot learning sites • The use of food feed crops and forages to support livestock production increased by 10% in pilot learning sites 	<ul style="list-style-type: none"> • Poverty analysis • Number of people living on less than \$1 per day • Household surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • Livestock services related to improved livestock nutrition are supported by governments • Institutional and policy environment does not preclude functional partnerships, etc,
Specific project objective	To understand the factors and processes that determine the success of fodder innovations in developing countries.	<ul style="list-style-type: none"> • Programme report with synthesis of factors affecting effectiveness of fodder systems available by the end of Year 4 • Networks of actors involved in fodder innovations in pilot sites in Ethiopia, Syria and Viet Nam functioning effectively by the end of Year 4. 	<ul style="list-style-type: none"> • Market surveys for livestock products • Number of livestock keepers accessing fodder innovations 	<ul style="list-style-type: none"> • National policies support livestock sector
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mechanisms for strengthening or establishing multistakeholder alliances that enable the scaling up and out of fodder technologies. 2. Options for effective delivery systems, including innovative communication strategies and on-farm interventions to improve fodder supply. 3. The enhanced capacity of project partners to experiment with and use fodder innovations through effective communications, technical information and training in diverse areas, placing fodder interventions in the context of systems of innovation. 	<ol style="list-style-type: none"> 1.1 Annual stakeholder meetings and technical committee meetings held regularly in each country 2.1 Database on all food-feed crop and forage seed systems and product market opportunities for each country by the end of Year 1 2.2 At least ten operational food-feed crop and forage seed systems effectively supported project activities in each country by year 4 	<ul style="list-style-type: none"> • Meeting reports • Forage and food-feed crop innovations available to farmers • Technical fact sheets and public awareness information • Training reports • Reports on uptake and scaling up of fodder innovations and processes 	<ul style="list-style-type: none"> • Government policies support poor smallholder livestock farmers • Markets for livestock products continue to grow • Convention on biological diversity and intellectual property rights does not limit access to foraging for genetic resources.

	Hierarchy of Objective, Purpose/Output and Activities	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
	4. Generic lessons with wide applicability on innovative processes and systems; communication strategies and partnerships that provide an enabling environment to enhance the scaling up and out of fodder innovations.	<p>3.1 Different types of media and innovative communications systems used to deliver information on fodder innovations for scaling up by Year 2</p> <p>3.2 Partners trained in skills required for undertaking project activities by the end of Year 1</p> <p>4.1 Cross-regional analysis of factors supporting the take-up of fodder innovations and the impact of innovations on the livelihoods of rural poor across countries assessed to draw lessons by Year 4</p> <p>4.2 By Year 4, processes and institutional lessons learned and applied in other sites.</p>		
Activities	<p>According to output 1</p> <p>1.1 Strategy workshop</p> <p>1.2 Project workshop to identify potential fodder interventions and pilot sites</p> <p>1.3 The development of geographic information systems on pilot sites in relation to fodder interventions</p> <p>1.4 Assessment of fodder demand, stakeholders and policy actors</p>	<p>1.11 Workshop report available by mid-Year 1</p> <p>1.21 Coalition of partners to guide the testing and adoption process formed during the first three months of the project</p> <p>1.22 Selection of pilot learning sites within regions completed, and work in these initiated by Year 1</p> <p>1.31 Demand, market opportunities, priorities, delivery pathways and fodder options and policies for improved livelihoods identified by mid-Year 1</p> <p>1.32 Participatory problem diagnosis, stakeholder workshops and meetings completed during Year 1</p> <p>1.41 Participatory rural appraisal approaches involving smallholders and dissemination</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of partners and staff working in the project • Progress reports • Reports and databases 	<ul style="list-style-type: none"> • Budget allocated to project • Funding to project is adequate • Access to forage and food-feed crop germplasm is not constrained.

	Hierarchy of Objective, Purpose/Output and Activities	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
	1.5 Local stakeholder workshops to establish partnership principles and practices and develop workplans.	agents used for fodder selection in all pilot sites by mid-Year 2 1.51 Partnerships and workplans developed by early Year 1.		
	According to output 2 2.1 Analysis of delivery pathways for scaling up interventions. 2.2 Establishment of communication networks 2.3 Development of fodder multiplication systems.	2.11 Alternative seed delivery systems and communication mechanisms identified by mid-Year 2 2.21 Forage and feed technologies tested by farmers and community groups in pilot leaning sites by Year 2 2.31 Participatory experimentation with and selection of fodder innovations and technologies completed 2.32 Seed and related delivery systems functioning in all sites by the end of Year 4	<ul style="list-style-type: none"> • Database on seed delivery systems • Fodder innovations being tested • Fodder germplasm available for farmers • Communication networks 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor livestock keepers demand fodder innovations.
	According to output 3 3.1 Development of appropriate communication strategies for scaling up and joint learning 3.2 Identification of capacity-building needs	3.11 Development of information/ training materials by farmers and the dissemination of information on fodder options ongoing from Year 1 3.12 Farmer-to-farmer visits commenced by Year 2 3.21 Assessment of capacity needs and training of collaborators completed by Year 1 3.22 Development of communication materials in Years 1 through 4 3.23 Capacity development in innovation systems approaches in Years 1 and 2	<ul style="list-style-type: none"> • Fact sheets and technical bulletins • Field day reports • Training courses and reports • Workshop reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacity of partners requires enhancing.

	Hierarchy of Objective, Purpose/Output and Activities	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
	<p>According to output 4</p> <p>4.1 Policy and institutional analysis</p> <p>4.2 Monitoring and evaluation</p> <p>4.3 Extrapolation of results</p> <p>4.4 Cross-country analysis</p> <p>4.5 Final programme workshop.</p>	<p>4.11 Reports on local and national livestock-related policies available by mid-Year 2</p> <p>4.21 Annual progress reports and final report in relation to achievement of programme outputs and outcomes</p> <p>4.31 Extrapolation of results initiated by early Year 3</p> <p>4.32 Scaling up strategy in place by the end of Year 2</p> <p>4.41 Comparative assessment of experiences across sites, generic lessons documented and strategies identified for replication in other sites</p> <p>4.42 Processes, policies and pathways for improved communication, dissemination and scaling-up of fodder innovations identified across regions by Year 3</p> <p>4.51 Draft of final programme report available by the end of Year 4</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • Impact assessment • Guidelines and strategies for scaling up fodder innovations • Communication strategy • Process documentation 	<p>Pro-poor policies are adopted by governments.</p>